

28 novembre 2016

**31e Congrès statutaire de la Fédération
des travailleurs et travailleuses du Québec**

**La situation difficile à laquelle est
confrontée la FTQ**



**31e Congrès statutaire de la Fédération des travailleurs et
travailleuses du Québec**

- **La situation difficile à laquelle est confrontée la FTQ**
- **Discussion sur le thème du Congrès**

**31e Congrès statutaire de la Fédération des
travailleurs et travailleuses du Québec**

La situation difficile à laquelle est confrontée la FTQ

Le 31e Congrès statutaire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) se tient à Montréal du 28 novembre au 2 décembre. Pour les délégués qui viennent de toutes les régions du Québec, le congrès est l'occasion de se donner un plan d'action face aux conséquences brutales de l'offensive antisociale. Ils viennent au congrès avec un riche bilan de ferme opposition à l'austérité antisociale des riches et des gouvernements à leur service, au Québec comme au niveau fédéral. Ils sont aussi très inquiets au sujet de la direction de l'économie et de l'avenir de la

société québécoise, d'autant plus que les élections aux États-Unis ont porté au pouvoir Donald Trump qui promet de gouverner le pays comme une entreprise et tout ce que cela signifie pour le Québec, le Canada et le reste du monde.

Dans les conditions actuelles, l'offensive antisociale se présente comme la concentration du pouvoir dans les mains des oligopoles mondiaux de l'oligarchie financière.[1] Leurs arrangements supranationaux sont conçus pour mettre à leur disposition toute la richesse sociale que les travailleurs produisent de même que les ressources naturelles de la nation afin de les mettre au service de leur édification d'empire privée. Au coeur de l'attaque des oligopoles contre l'édification nationale et la société se trouve la tentative d'écraser la résistance organisée des travailleurs et de leurs syndicats. L'oligarchie financière sait très bien qu'une classe ouvrière organisée et consciente est la plus grande ligne de défense des droits et du bien-être de tous et de l'intérêt général de l'édification nationale et de la société.



Lorsque les oligopoles veulent quelque chose, ils s'emparent des institutions d'État et font adopter des lois et règlements qui leur donnent ce qu'ils veulent. Il n'y a que la lutte des travailleurs pour la justice, la dignité humaine et les droits de tous et toutes pour faire le front de défense entre le peuple et l'appauvrissement et l'asservissement sans retenu au nom de la prospérité, de la liberté, des droits humains et de la démocratie. C'est ce qu'on voit avec l'attaque en règle menée contre le droit des travailleurs municipaux de négocier leurs conditions de travail, qui sont les conditions mêmes de la livraison des services publics. En niant aux travailleurs municipaux leur droit de participer à la prise de décision en ce qui concerne leurs conditions de travail et le développement économique et social des villes où ils travaillent, les oligopoles mondiaux cherchent à éliminer tous les obstacles à leur prise de contrôle des avoirs municipaux au Québec et de leur capacité à générer de la valeur nouvelle. Ils ont décrété ouverte la chasse à la richesse collective des municipalités et à la richesse sociale que les travailleurs produisent.

Le gouvernement libéral du Québec a adopté la loi 110 pour prendre le contrôle des négociations dans le secteur municipal afin de remettre le contrôle des services publics aux oligopoles et à leur ordre du jour antisocial supranational qu'ils imposent notamment par le biais des accords de libre-échange qui sont sous leur contrôle. Un accord comme l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne considère les services publics comme des actifs et des marchés à exploiter. Les oligopoles mondiaux veulent écarter de leur chemin tout gouvernement des lois ou toute prise de décision nationale qui pourrait servir le bien-être du peuple et de la société et reconnaître les droits des travailleurs. Ils demandent la liberté de commerce à leurs propres conditions afin de servir leurs intérêts privés étroits et ils demandent aussi le droit de poursuivre les gouvernements qui pourraient restreindre leur exploitation des travailleurs et des actifs et des ressources naturelles de la nation.

On peut voir également le diktat des oligopoles mondiaux aux tentatives des gouvernements à leur service d'imposer des « zones franches ». Les oligopoles réclament des zones franches où ils vont être exemptés des réclamations que fait l'État à la nouvelle valeur que les travailleurs produisent et où les lois et les réglementations du travail, commerciales ou relatives à l'environnement n'existent

pas ou sont bafouées au nom de la nécessité « d'être compétitifs » et d' « attirer l'investissement ».



Les libéraux de Philippe Couillard prévoient notamment imposer des zones franches dans le cadre de leur Stratégie maritime. Le gouvernement promet aux oligopoles qu'il ne fera pas dans ces zones de réclamation à leur revenu net. Il s'engage à leur fournir tous les privilèges et toutes les exemptions possibles par rapport à la réglementation si telle est la demande des investisseurs internationaux. Le gouvernement est même prêt à abaisser le taux de syndicalisation au Québec et à prendre des mesures drastiques contre la résistance organisée des travailleurs pour permettre à l'oligarchie financière d'exploiter librement et à volonté les travailleurs et les ressources, à l'extérieur de tout gouvernement de lois ouvrières. Le Plan Nord du gouvernement Couillard est lui-même une vaste zone franche organisée pour servir le pouvoir, le

privilège et l'édification d'empire des oligopoles miniers à qui les ressources et les droits sont sacrifiés.

Le mouvement ouvrier met à son ordre du jour la nécessité d'intensifier sa résistance organisée à la défense de ses droits et des droits de tous et toutes à l'heure où planent de graves dangers. Le congrès se tient dans le contexte de la criminalisation des luttes de résistance, du vol et du pillage des ressources et de l'exploitation insouciante de l'environnement naturel, en plus du danger de guerre qui continue de grandir.

Le mouvement ouvrier est son propre sauveur et il a la capacité de tracer une nouvelle direction pour l'économie qui garantit les droits et le bien-être de tous et affirme l'intérêt général de la nation et de la société. Le mouvement ouvrier doit mettre de côté tout doute et toute hésitation en ce qui concerne sa capacité d'exercer son contrôle sur les affaires économiques, politiques et sociales de la nation et de la défendre contre les aventures de l'oligarchie financière. Notre avenir est dans nos propres mains.

La FTQ fait face à une situation difficile en ce moment car ses membres sont menacés de différentes manières s'ils refusent de coopérer avec les objectifs antisociaux de ceux qui gouvernent. Ce n'est que par la ferme défense d'objectifs sociaux justes et par la défense des droits de tous et toutes que le mouvement ouvrier et la FTQ, en tant qu'une des principales centrales au Québec, peuvent faire des avancées dans ces circonstances difficiles. *Forum ouvrier* souhaite aux délégués pleins succès dans leurs délibérations.

Note

1. Les trois traits caractéristiques de l'oligopole sont communément : 1) une industrie dominée par un petit nombre de grandes sociétés ; 2) ces sociétés vendent des produits identiques ou différenciés ; et 3) l'industrie est protégée par des barrières (exemples : Coca Cola/Pepsi Cola, l'industrie pharmaceutique, les communications, l'assurance-santé, la technologie de pointe, etc.), par des pratiques non concurrentielles, par mandat de gouvernement ou par l'expertise technologique, ces entreprises profitent de leur position pour accroître leur profitabilité.



Discussion sur le thème du Congrès

Les délégués se présentent au 31^e Congrès de la FTQ dans le contexte au Québec où les droits des travailleurs sont de plus en plus bafoués et niés, dont le droit de négocier leurs conventions collectives. Le climat politique qui règne en Amérique du Nord suite à l'élection de l'oligarque Donald Trump comme président des États-Unis préoccupe aussi grandement les travailleurs. Il faut discuter sérieusement de la réalité telle qu'elle existe en ce moment dans un climat calme mais résolu de résistance à toutes les attaques qui sont faites contre les droits et de reconnaissance de la nécessité d'une nouvelle direction pour l'économie et la nation.



Dans les conditions concrètes auxquelles les travailleurs font face, le thème qui est mis de l'avant par le Congrès, soit la lutte aux inégalités sociales et la transition vers une économie plus verte, dans la perspective en particulier de la transition des emplois, est problématique. Ce thème n'offre pas de tranchant qui contribue à défaire l'assaut contre les droits et à ouvrir une nouvelle voie pour l'économie.

Des déclarations générales sur les inégalités sociales et l'économie verte n'ont de sens que si la FTQ, comme toute autre organisation, met à son ordre du jour de façon audacieuse la défense de tous ceux qui sont attaqués et reconnaît la nécessité de mettre tout le poids du mouvement ouvrier organisé derrière des luttes définies. Cela comprend tous les travailleurs qui se battent pour leurs droits, leurs pensions et leur salaire ou contre la sous-traitance et la privatisation ; cela comprend les travailleurs qui se battent contre des compagnies qui renient les accords conclus comme Rio Tinto et ceux qui se battent contre les actions du gouvernement qui nient aux travailleurs leur droit fondamental de négocier leurs conventions collectives, comme on le voit avec la loi 110 injuste du gouvernement Couillard contre les travailleurs municipaux.



Les travailleurs des postes mènent une lutte de tous les instants pour stopper le démantèlement et la privatisation de Postes Canada et contre les consultations-bidons du gouvernement Trudeau qui ont été lancées sur la base même de la prémisse antiouvrière à l'effet que le temps de travail des postiers serait un coût pour l'économie et ne créerait pas de valeur. Ces luttes sont aussi celles des jeunes, dont les plus vulnérables viennent d'être frappés de plein fouet par l'adoption de la loi 70 qui s'attaque aux assistés sociaux plutôt que de changer les conditions sociales qui engendrent l'inégalité, la pauvreté et le désespoir. Elles comprennent aussi les femmes, les peuples autochtones, les étudiants, les aînés et tous ceux dont la dignité et les droits sont attaqués.

Toutes ces luttes spécifiques requièrent un ordre du jour spécifique de résistance qui doit comprendre la mise en jeu du plein poids du mouvement ouvrier organisé. Une déclaration

générale sur l'inégalité sociale et sur l'économie verte a peu de poids quant il est question de batailles concrètes que les travailleurs mènent pour défendre leurs droits. C'est la même chose en ce qui concerne la transition vers l'économie verte dans la perspective des emplois. La question à résoudre au sujet de cette transition et de tous les aspects de la vie au Québec, c'est qui contrôle la transition et qui elle va servir. Est-ce que les travailleurs vont la contrôler ? La réalité nous dit que les travailleurs en ce moment ne contrôlent rien de l'économie socialisée et de la société sauf certaines affaires privées et leurs propres organisations et institutions indépendantes.

Personne ne peut nier que l'économie fondamentale aujourd'hui est sous le contrôle de l'oligarchie financière. Tout changement qui s'y fait l'est fait sous son contrôle. Puisque tel est le cas, la question qui se pose c'est comment faire en sorte que les travailleurs vont contrôler toute transition vers une économie verte ou la lutte contre l'inégalité et tenir à distance les forces qui sont présentement au contrôle de l'économie et qui s'organisent pour que tout changement leur profite ? Seules les forces sociales qui défendent leurs droits par des actions avec analyse, de façon indépendante de la classe dominante privilégiée, sont capables d'établir un ordre du jour qui s'attaque à ces problèmes, de fournir un objectif au mouvement pour le changement et de décider au service de qui les changements vont être faits et qui va en contrôler les résultats.

Les déclarations générales sur les questions sociales et politiques d'importance doivent d'abord traiter concrètement de toutes les luttes spécifiques et de la question de qui contrôle la lutte pour remédier à ce qui va mal dans l'économie et la société. Les déclarations générales ne servent à rien à moins que le plein poids du mouvement ouvrier ne soit mis derrière toutes les luttes spécifiques que mènent les gens à la défense de leurs droits. C'est dans le cours de ces luttes à la défense des droits que ceux qui y participent peuvent placer en position de contrôle ceux parmi leurs collègues qui sont fidèles à cette bataille et y ont fait leurs preuves et qui cherchent à obtenir des résultats qui servent le peuple et non l'oligarchie financière.

L'élection de l'oligarque Donald Trump

L'élection de l'oligarque Donald Trump à la présidence des États-Unis est un sujet de préoccupation pour les délégués et les travailleurs en général et en fait pour toute l'humanité. Son élection renforce le règne des oligopoles par le recours aux pouvoirs policiers sans limites, des pouvoirs qui fonctionnent à la répression et à la criminalisation, niant même l'existence d'un peuple qui se bat pour ses droits. Ceux qui résistent à l'offensive antisociale et luttent pour leurs droits et les droits de tous sont qualifiés de « fauteurs de trouble », de « manifestants professionnels » et d'autres épithètes appartenant à des catégories de choses, et le tout sert à justifier le recours aux pouvoirs policiers contre eux pour les écraser. L'élection de Trump est une pierre de plus qui est lancée aux travailleurs et à la société. Les provocations constantes et les menaces provenant des plus hautes autorités aux États-Unis et la désinformation médiatique montrent combien il est nécessaire de discuter de ces choses dans un climat calme et rationnel afin de trouver des solutions au moyen d'actions avec analyse qui sont à l'avantage des travailleurs.



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca